

*Les plans de Staline pour la campagne.* La position de Staline à l'égard de la paysannerie était à la fois théorique et pratique, en plus d'être teintée de considérations politico-idéologiques. En septembre 1952 fut publié dans les pages de la *Pravda* un article de Staline sur « les problèmes économiques du socialisme en URSS ». Sa publication précéda la discussion économique qui se développait alors au pays.

Au niveau théorique, le Chef soumit à la critique ceux qui considéraient que, dans la société socialiste, la loi des coûts continuait à agir. « Ces camarades oublient », écrivait Staline, « que la loi des coûts ne peut être le régulateur de la production que dans le cadre du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production, de la compétition, de l'anarchie de la production, et des crises de surproduction. Ils oublient que la sphère d'action de la loi des coûts est limitée chez nous par la présence de la propriété commune des moyens de production, de l'action de la loi du développement planifié de l'économie nationale. Donc, limitée aussi par nos plans annuels et quinquennaux, qui constituent la réflexion approximative des exigences de cette loi. »

C'était sa réponse aux propositions d'augmenter les prix d'achat, et c'est pourquoi le coût de la production agricole était plus élevé que les prix d'achat.

« En bref : il ne peut y avoir de doute que dans nos conditions socialistes actuelles de production, la loi des coûts ne peut pas être « le



régulateur des proportions » dans la distribution du travail entre les diverses branches de la production », affirmait Staline.

L'article de Staline évoquait un autre sujet spécifique, soit « la question de l'élimination de l'opposition entre la ville et le village, entre le travail intellectuel et le travail manuel, ainsi que la question de la liquidation de leurs différences ».

La position de Staline charme par sa flexibilité dialectique : il affirmait ouvertement qu'« avec la destruction du capitalisme et du système d'exploitation, avec le renforcement de l'ordre socialiste dans notre pays, l'opposition d'intérêts entre la ville et le village, entre l'industrie et l'agriculture, devaient disparaître. (*Et c'est ce qui s'est passé !* – R.P.) L'aide immense apportée à notre paysannerie par la ville socialiste, par notre classe ouvrière, dans le cadre de la liquidation des propriétaires fonciers et des koulaks, a affermi le terrain pour l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie, et l'approvisionnement systématique de la paysannerie et de ses kolkhozes en tracteurs de première qualité et autres machineries a transformé l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie en amitié... Tout cela signifie que les fondements des contradictions entre la ville et le village, entre l'industrie et l'agriculture, sont déjà liquidés par notre ordre socialiste actuel! ».

Ce ne sont pas les « agrovilles » de Khrouchtchev, mais la dékoulakisation qui a assuré le rapprochement de la ville et des villages.



D'ailleurs, l'avenir du kolkhoze résidait dans la transformation de la propriété kolkhozienne en propriété nationale. Qu'est-ce qui empêchait cela ? Staline répondait : « Pour élever la propriété kolkhozienne au rang de propriété nationale, il faut retirer les surplus de la production des kolkhozes du système de circulation des marchandises et les insérer dans le système d'échange des produits entre les industries d'État et les kolkhozes. Voilà l'essence de la question.... La réduction de la sphère d'action de la circulation des marchandises facilitera le passage du socialisme vers le communisme. En outre, elle donnera la possibilité d'inclure la propriété foncière des kolkhozes et la production agricole des kolkhozes dans le système global de planification nationale<sup>2</sup>. »

Si on traduit en langue humaine cette langue économique, cela signifie qu'il faut liquider les derniers îlots de production privée et de commerce indépendant de l'État.

Voilà pour la théorie. Passons à la pratique.

Le 16 octobre 1952, Staline, prenant la parole lors du plénum du CC du PCUS, adressa soudain une critique sévère à Mikoïan. « Lui, voyez-vous, s'objecte à l'augmentation de l'impôt paysan. Qui est-il, notre Anastase Mikoïan ? Qu'est-ce qui n'est pas clair pour lui ici ? Le moujik est notre débiteur. Nous avons une union solide avec les paysans. Nous avons attaché la terre aux kolkhozes à perpétuité. Ils doivent rembourser leur



dette à l'État. C'est pourquoi on ne peut pas accepter la position du camarade Mikoïan. »

A.I. Mikoïan à la tribune se justifia, en se référant à certains calculs économiques. Staline, (interrompant Mikoïan) : « Mikoïan est un nouveau Froumkine. Voyez comme il s'embrouille et cherche à nous embrouiller sur cette question claire et principale<sup>3</sup>. »

Mikoïan présente, dans ses mémoires, un important épisode lié à la réaction de Staline face à sa proposition d'élever les prix d'achat sur la production agricole. « Comme toujours, le soir, quand les autres membres du Praesidium étaient chez Staline, Malenkov exposa le fond de l'affaire pour sonder l'opinion de Staline. Je n'étais pas là. Khrouchtchev raconta par la suite que Staline rejeta tout cela et dit que nous restaurions le programme de Rykov et de Froumkine, que la paysannerie engraisse, mais que la classe ouvrière vit plus mal... À entendre comme il parlait, il fallait introduire encore un nouvel impôt sur les paysans. Il dit : « Quel est le problème avec le paysan ? Qu'il donne son poulet en surplus, et c'est tout<sup>4</sup>. »

La discussion au sein de la direction politique supérieure du pays à propos de « la question paysanne » tourna de façon évidente à l'avantage de Staline. Les impôts ne furent pas réduits. La violente campagne de propagande contre « la mentalité de propriétaire », qui prit la forme de poursuites contre « les éléments rapaces et peu consciencieux parmi les



kolkhoziens », se prolongea. Les déclarations de G.M. Malenkov, lors du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti, selon lesquelles « le problème des céréales... est bel et bien définitivement résolu », bien sûr, ne pouvaient pas être prises au sérieux par les membres de la direction politique de l'URSS.

*Révision du programme. La politique industrielle.* L'ordre soviétique avait subi un test sévère et terrible. De cela, il était facile de conclure à la nécessité de maintenir *après* la guerre les tendances de la politique intérieure qui furent définies au cours de la période d'avant-guerre et se justifèrent pendant la guerre. Il importe de souligner qu'il ne s'agissait pas seulement de l'orientation politique venant « d'en haut », mais aussi des représentations sociales de très larges couches de la population, qui se considéraient les vainqueurs de cette guerre<sup>5</sup>. La militarisation de la conscience de la direction politique conserva au développement de l'URSS ses orientations d'avant-guerre.

Dans le domaine de l'économie, cela se manifesta par la poursuite de la mise en place d'une industrie lourde, orientée avant tout vers le développement des capacités défensives du pays. « En ce qui concerne le long terme », déclara Staline lors d'une rencontre avec des électeurs en février 1946, « le Parti a l'intention d'organiser un nouvel et puissant essor de l'économie nationale, qui nous donnera la possibilité de relever le niveau de notre industrie, par exemple, de trois fois en comparaison avec le niveau d'avant-guerre ». Selon ses orientations, la production de fonte



devait croître jusqu'à 50 millions de tonnes, l'acier jusqu'à 60 millions de tonnes, c'est-à-dire de 3 fois, et le pétrole, jusqu'à 60 millions de tonnes, donc 2 fois. « C'est seulement à cette condition », conclut Staline, « que nous pourrions considérer notre Patrie à l'abri de toutes les éventualités (applaudissements bruyants). Nous devons y consacrer, peut-être, trois autres plans quinquennaux, si ce n'est pas plus. Mais on peut le faire, et nous devons le faire (applaudissements bruyants)<sup>6</sup>. »

Le niveau initial du relèvement et du développement ultérieur de l'économie fut pour beaucoup déterminé par le bilan de la guerre. Selon les données de la Direction centrale des statistiques du Gosplan de l'URSS, le préjudice économique direct (les destructions matérielles), causé par l'agression nazie, s'élevait au moins à 679 milliards de roubles (suivant sa valeur en 1940), c'est-à-dire deux fois plus que ce qui fut investi dans l'économie au cours de tous les plans quinquennaux d'avant-guerre dans leur ensemble. Les dépenses totales durant la guerre et les pertes de revenu qui y sont liées, calculées suivant les prix de 1940, s'élevaient à 1 890 milliards de roubles. En outre, les pertes de revenus de la population, des entreprises d'État et des coopératives au cours des premières années de paix, de même que les dépenses supplémentaires pour l'entretien de l'armée (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1947), par rapport aux coûts habituels d'entretien en temps de paix, étaient estimées à 501 milliards roubles. Les pertes de revenus liées à la diminution de la population et aux mutilés de guerre se trouvant dans l'impossibilité de travailler s'élevaient pour leur



part à 1 664 milliards de roubles. Au total, en tenant compte des pertes directes et indirectes, le préjudice économique subi par l'URSS entre 1941 et 1947 s'établissait, selon les données de la Direction centrale des statistiques du Gosplan de l'URSS, à 4 734 milliards roubles, selon la valeur de 1940, soit 893 milliards de dollars américains.

Le premier plan quinquennal de l'après-guerre, le quatrième dans l'histoire du pays, qui fut adopté en mars 1946, définissait ainsi l'objectif principal : réhabiliter les régions du pays qui ont souffert de la guerre, restaurer le niveau d'avant-guerre dans l'industrie et l'agriculture, pour ensuite surpasser ce niveau d'une façon significative.

Les moyens envisagés étaient ainsi définis :

Rétablissement urgent et développement de l'industrie lourde et des transports ferroviaires ;

Relèvement de l'agriculture et de l'industrie des produits de consommation, afin de garantir la prospérité matérielle des peuples de l'Union soviétique ;

Progrès technique dans toutes les branches de l'économie nationale de l'URSS comme condition à un essor puissant de la production et à l'accroissement de la productivité ;

Achèvement, dès 1946, de la reconstruction d'après-guerre de l'économie, utilisation des capacités de production de l'industrie de



guerre pour l'augmentation ultérieure de la force économique de l'Union soviétique ;

Garantie de l'augmentation des capacités défensives de l'URSS et de l'armement des forces armées de l'Union soviétique par la technologie militaire la plus récente.

On promettait à la population du pays de surpasser le niveau d'avant-guerre du revenu national et de la consommation, de « multiplier les revenus des kolkhozes, d'augmenter la circulation des marchandises ; de supprimer rapidement le rationnement et de le remplacer par une culture commerciale soviétique développée », de restaurer et d'élargir le réseau d'écoles élémentaires et secondaires, de même que celui des écoles supérieures, d'améliorer la formation des cadres qui œuvrent dans la production par la voie d'une augmentation des réserves de main-d'œuvre et de la formation en milieu industriel des nouveaux ouvriers<sup>7</sup>.

Le passage de la guerre à la paix se manifesta avant tout par la réduction des dépenses militaires et des forces armées du pays. La part des dépenses militaires directes dans le budget d'État de l'URSS diminua de 54,3 % en 1945 jusqu'à 24 % en 1946 et 18 % en 1947. Le volume des travaux fondamentaux des commissariats du peuple à la Défense et à la Marine de guerre pour la période de 1946-1950 fut établi à 7 milliards de roubles, soit deux fois moins, que lors des dernières années qui précédèrent la guerre (1938-1941)<sup>8</sup>.



Ainsi, cette priorité au développement de l'industrie lourde se conserva pendant des décennies. Plus encore, à la fin de la guerre, son importance spécifique s'accrût.

Il convient de diviser l'industrie soviétique en deux groupes : le premier, « le groupe A », celui de l'industrie lourde, comprenait les différentes branches qui produisaient des moyens de production (machinerie, équipement), de même que les branches s'occupant de la métallurgie ferreuse et non ferreuse, de l'industrie chimique, de la production minière, ainsi que les nombreuses branches de production d'armement et de munition. Le deuxième, le « groupe B » comprenait l'industrie légère produisant principalement les produits de consommation courante. Les secteurs de l'alimentation, du textile, du traitement de la production agricole et une série d'autres en faisaient partie. On considère que le rapport entre ces deux secteurs de l'industrie, lourd et léger, définit le degré d'« humanisation » d'une l'économie.

Au niveau de l'économie soviétique, les années trente se caractériseraient par une réduction constante du poids spécifique du « groupe B » dans l'économie du pays. Cette tendance s'est maintenue après la guerre<sup>124</sup>.

*Le poids spécifique de la production du « groupe A » et du « groupe B » dans le volume total de la production industrielle, en pourcentage*



<i>Année</i>	<i>Groupe A</i>	<i>Groupe B</i>
1940	61,2	38,8
1945	74,9	25,1
1946	65,9	34,1
1953	70,0	30,0

Le tableau démontre qu'après la guerre, la part de l'industrie légère ne fut pas rétablie. Pis encore, par rapport à 1940, elle fut même réduite.

L'industrie du pays devait être reconstruite. À la fin de la guerre, le volume des commandes militaires fut réduit. De nombreux commissariats du peuple (ministères), dont les entreprises produisaient des armements, modifièrent leur profil. En mars 1946, le commissariat du peuple aux Mortiers fut transformé en ministère de l'Outillage et des appareils de précision. Celui du commissariat du peuple aux Munitions fut transformé en ministère de la Machinerie agricole et celui du commissariat du peuple à l'Industrie blindée, en ministère de la Construction du matériel de transport<sup>10</sup>.

La reconstruction et la réorganisation de l'industrie conduisirent à une augmentation du volume de la production civile. La production d'appareils techniques pour les besoins de la population et de l'économie nationale augmenta de même.



Ainsi, si en 1946 furent produites 300 motocyclettes, en 1949, c'est 116 600 qui furent fabriquées. En ce qui concerne les appareils photo, les chiffres sont de 90 500 en 1947 et de 154 500 en 1949. Les usines d'avions s'occupaient maintenant de la production de compresseurs et de pompes, d'excavateur et de découpeuses à métaux, d'appareils et d'équipement optique<sup>11</sup>.

D'autre part, malgré l'accroissement du volume de l'industrie civile, le poids spécifique de la production proprement militaire ne se réduisait pas, mais augmentait.

*Volume de la production du ministère de l'Industrie aéronautique (en millions de roubles)<sup>12</sup>*

	<i>Production</i>	<i>1946</i>	<i>En %</i>	<i>1947</i>	<i>En %</i>
1	<i>Production civile</i>	2128	43,75	2628	42,16
2	<i>Production militaire</i>	2736	56,25	3606	57,84
3	<i>Total</i>	4864	100	6234	100

La production à marche forcée de l'armement stratégique commença immédiatement après la guerre. Cela demanda la mise en place de



nouveaux types d'industrie et nécessita d'immenses ressources financières et humaines.

La répétition du programme de développement de l'industrie lourde influait non seulement sur la politique sociale et sur le niveau de vie de la population, mais supposait aussi la reproduction des technologies d'avant-guerre dans les principales branches de l'industrie. Cela s'expliquait partiellement par la nécessité de reconstruire les industries détruites au cours de la guerre. Les entreprises industrielles, tentant d'utiliser les équipements obtenus de l'Allemagne au titre des réparations, reconstituaient les technologies des années 30. Les technologies nouvelles et innovatrices étaient introduites et utilisées de préférence dans l'industrie de l'armement, pour la création de nouveaux types d'armes. Cependant, ces nouvelles technologies étaient tenues éloignées et coupées des secteurs de l'industrie civile par un solide mur de secret et c'est pour cela qu'elles ne pouvaient un tant soit peu sérieusement influencer le niveau technique de la production.

*Les ouvriers.* La reconstruction de grande envergure et la mise en valeur de nouvelles capacités industrielles conduisirent à un déficit de main-d'œuvre et à l'augmentation du nombre des travailleurs. La source principale de recrutement continuait d'être la campagne. Celle-ci perdait chaque année jusqu'à 2 millions de personnes<sup>13</sup>, parties des villages pour travailler dans les villes, dans l'industrie ou le transport.



Les anciens militaires furent dirigés prioritairement vers les grandes entreprises d'importance fédérale afin de rétablir le plus rapidement le potentiel industriel. Ainsi, de 1945 à 1948, dans chacune des régions de Gorki, de Dnipropetrovsk, de Kalinine, de Kiev, de Koursk, d'Odessa et de Stalingrad, arrivèrent de 101 à 166 mille personnes, ce qui représentait environ 10 % de tous les démobilisés. En 1947, le niveau d'avant-guerre d'ouvriers et d'employés fut restauré, et en 1948, il atteignait le niveau prévu pour 1950<sup>14</sup>.

La fin de la guerre provoqua une multitude de problèmes de main-d'œuvre. Des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs avaient été évacués en même temps que les usines d'Ukraine, de Leningrad, des villes de l'ouest de la Russie, en direction de l'Oural et de la Sibérie. Le travail et la vie des évacués étaient lourds, mais cela se justifiait politiquement, moralement et psychologiquement. Maintenant que la guerre était terminée, les évacués insistaient pour retourner à la maison<sup>15</sup>. Un groupe d'ouvriers de l'usine « Elektrostal » de Sverdlovsk, évacué de Kharkov, écrivait au Praesidium du Soviet suprême : « Nous considérons que le temps est venu pour nous, dont les familles se trouvent à Kharkov, de retourner à Kharkov. Nos familles ne pouvaient pas être évacuées avec nous. Tout ce temps, plus de trois ans et demi, nous l'avons vécu et le vivons comme des soldats à la guerre, c'est-à-dire dépourvus de tout, excepté une valise et un sac d'effets personnels. Bien sûr, nous aspirons, après la guerre, à retourner dans nos familles. » Cet exemple peut



témoigner de l'ampleur, pour la production, du problème des évacués : à l'usine de tracteurs de Tcheliabinsk, où fut produite la majorité des chars lourds ; 30 000 des 40 000 travailleurs étaient des évacués de Leningrad, de Kharkov, de Stalingrad et d'autres villes. Une situation semblable existait à l'usine de wagons de Nijnitagil, au centre de production de tanks moyens à Ouralmache, où l'on fabriquait de l'artillerie et des pièces d'artillerie autopropulsées, à l'usine de tanks d'Omsk, dans les mines de Kemerovo, de Karaganda, de Tcheliabinsk, de Sverdlovsk et d'autres régions.

Des milliers et des dizaines de milliers d'évacués se rendaient à Moscou et exigeaient : retournez-nous à la maison<sup>16</sup> !

Dans les usines, on remarquait de l'agitation, des grèves, une réduction de la productivité. Une partie des évacués quittait sans autorisation les entreprises. Pour réduire la tension sociale, le Sovmin de l'URSS adopta, le 25 août 1946, un décret spécial « Sur les mesures visant l'amélioration des conditions de vie et des conditions économiques des travailleurs, des ouvriers spécialisés et des employés des entreprises de l'Oural, de Sibérie et d'Extrême-Orient ». Les restrictions concernant les rapatriements ne furent levées, encore que partiellement, que 2 ou 3 ans seulement après la fin de la guerre. D'abord, le décret du Sovmin de l'URSS du 7 mars 1947 réduisit le châtement prévu pour les départs non autorisés des lieux de travail à une peine de 2 à 4 mois de réclusion. Avant cette date, les travailleurs encouraient des peines de 5 à 8 ans d'emprisonnement



(suivant le décret du 26 décembre 1941). Un peu plus tard, le 31 mai 1948, on supprima toute responsabilité pénale suivant cet article<sup>17</sup>.

Simultanément à ces processus concernant la main-d'œuvre industrielle, d'autres processus étaient en cours. D'abord, l'augmentation des investissements dans l'industrie et la construction, qui atteignait par année 22 % du revenu national, contre 17 % pour la période d'avant-guerre, conduisit à l'augmentation du nombre d'ouvriers, d'ingénieurs et d'employés. Pendant le quatrième plan quinquennal, principalement dans les usines et dans la construction, 11,6 millions de personnes s'ajoutèrent à la main-d'œuvre. En 1950, on comptait, dans l'économie soviétique, près de 39 millions d'ouvriers et d'employés. Le problème le plus important demeurait la formation d'ouvriers qualifiés pour l'industrie. Cette tâche était accomplie principalement à travers le système des écoles de fabrique (FZOU). Les élèves, les *fézéouschniki*, ou artisans, comme on les appelait en souvenir des écoles professionnelles qui existaient autrefois, étaient pour la plupart des adolescents issus des campagnes. Les élèves se trouvaient sous la responsabilité complète de l'État, vivaient dans des résidences collectives et portaient un uniforme spécifique. Dans les FZOU, ils recevaient une formation secondaire partielle s'apparentant à l'école élémentaire, et étudiaient aussi les bases de leur future profession.

L'apprentissage dans le FZOU devenait une sorte « d'ascenseur social », qui ouvrait la voie de la ville à la campagne, assurant une formation qualifiée, un travail bien payé pour l'époque, de même que la



possibilité d'étudier davantage, dans les écoles de la jeunesse ouvrière, ou encore dans les cours du soir et les cours par correspondance des écoles techniques supérieures.

Pour parvenir à fixer le personnel dans ces conditions de grande fluidité (les besoins en ouvriers étaient grands, et en plus, il fallait compter avec la garantie de trouver un travail dans une autre entreprise), le pouvoir utilisait largement les motivations financières et morales. « La compétition socialiste », initiée à la fin de la guerre, était renforcée par des récompenses : diplômes honorifiques, photos sur les tableaux d'honneur, ordres et médailles, jusqu'aux primes financières obligatoires. Aux travailleurs de choc, on offrait en premier lieu des prêts pour construction immobilière individuelle, pour l'acquisition de certaines marchandises dans les Services d'approvisionnement ouvrier des établissements industriels. À cela on doit ajouter la tenace et permanente campagne de propagande sur le rôle particulier des ouvriers dans l'État socialiste.

Mais d'autre part, le niveau de vie, y compris celui de la population urbaine, demeurait peu élevé. Jusqu'à la fin de 1947, on conserva le système de rationnement par cartes pour les habitants des villes et les travailleurs des entreprises industrielles.